Le régime commercial après la guerre

Charles Gide

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Le régime commercial après la guerre

— TV: Le Ftâte du Capitalisme allemand. — V. Pourquoi la guerre éclata en 1914 424

Documents. - L'Union suisse des sociétés de consommation (A. Daudiî-Bancei.), 455. - Dans la Social-démocratie allemande (Un Appel du Comité" directeur et de la Commission générale des Syndicats), 461. - Le Conseil national du Parti socialiste français, 463. - La Conférence des Socialistes neutres, 469.

Les Livre» (J.-B. S.; P. R.) m

Index bibliographique 480

PBIX DU NUl\fÉPO : 1 franc

L'AVENIR

Revue du Socialisme

Publiée par : Paul Aurriot, Hubert Bourgin, André Bruckère, Marcel Cachin, Pierre Dormoy, Jacques Dreyfus, Cleuet, Ernest Lafont, Gaston Lévy, Pu. Landrieu, André Morizet, Maries Moutet, Ernest Poisson, Paul Ram ad 1ER, Henri Selmer , I.-D. Séverac, François Simiand, P. Waseige.

Avec II- concours el la collaboration de :

Alukhï -Thomas, (in. Alexinsky, Vincent Auriol, Bidecaray, Bled, Léon Bi.um, Bracke, L. de Beouckère, F. Brunei , Co.mpère-Morkl, Daudé-Bancel, I)r Doizv, Doumenc, Lotis Dubbeuiuj,

Chaules Dumas, Pierre Dumas, Emile Duhkheim, A.-V. Eisenstadt, A. Fahiia Ribas, Fiancette, Foi'HMENT, Edouard Fester, G roussi ër, H- Guernut^ Jules Guesde, HalbwaciiSj Pierre Hamp, L.

HÉ LIES, HUBGRT-ROUG] H, V loRDANSKY, B. KRITCIIEWSKY, JoUHAUt,

P. -G. La GhESN Aïs, Bernard Lavergne, Leras, Emmanuel Lévy, Léw - Bruiil, .1. Locoi in, A. LufiUET, Marcel Mauss, Edgard MjlhaUD, Alfred Nast, A. Picart, G. Plekiianov, Georges Renard, Pierre Benaudei., L. Rosenthal, G. Rouanet, Th. Buyssen, Saint-Venant, Mabcei Sembat, Jsîan Sh;g, Emile Vandervelde, Alex. Varen.ne, Adrien Veber, Georges Weil.

Les collaborateurs, conservant toute leur truie/tendance, restent seuls responsables de leurs articles. La lievue ne saurait être engagée hue par les articles signes « L'A \'E.\'lIi ».

Tome I. — N

Septembre 1916

L'AVENIR

Propos du Mois

Après le Conseil national

Le mois dernier, nous disions à cette place nue tout semblait avoir été dit, au sein des organisations socialistes françaises, sur les ques-lions de la reprise des relations internationales, de l'atti-

tude dos socialistes dans la guerre, des responsabilités des partis socialistes, etc.. Le Conseil national du 6 aoûl dernier a confirmé ce que nous avancions. Au coins de ses débats, dont la violence fut parfois extrême, rien, ou presque, n'a été dit qu'on n'eût entendu soit au Conseil national du 9 avril dernier, soit au Congrès de décembre 1915.

L'intérêt de ces récentes assises du parti socialiste n'est donc pas dans les discussions. Il est dans les voles.

Majorité et minorité se sonl comptées d'abord sur une question de fixation d'ordre du jour : 18*^6 et 1066 mandats. Sur la priorité pour la mol ion de la Drôme, la majorité s'est trouvée portée à 1837 mandats ; sur la priorité pour la motion Mistral, la minorité a atteint 1.081 mandais.

Quand il s'est agi de passer au vote par paragraphes de la motion qui avait oblenu la priorité, les mandataires de la minorité déclarèrent qu'ils ne prendraient pas part au vole ; en effet, ils répondirent absent à l'appel de leurs mandats. Dans ces difierents

l'avenir

voles, la majorité a été de 1913, 1916, 185?, 1938 et. 1940; la minorité (mandats répondant absent) a été de 936, 359, 1U12, 989 et 972 mandats.

Si l'on compare ces chiffres à ceux qui avaient exprimé, au Conseil national d'avril, la majorité et la minorité (1.9H7 et 040), on doit constater que si la minorité a grossi, elle l'a fait dans des proportions tout à fait minimes. Plusieurs en ont été surpris. Nos camarades de la minorité avaient dit et écrit que leur position gagnait chaque jour en force et qu'il allait y avoir un déplacement

de la majorité. Or, non seulement ce déplacement ne s'est pas produit, mais on peut dire — tant est faible le gain marqué par la minorité — que la physionomie du parti n'est en rien changée : les deux tiers du parti refusent, dans les conditions présentes, de rentrer en rapports avec la social-démocratie d'Allemagne et d'Autriche.

Mais la faiblesse de la minorité vient moins encore du chiffre peu élevé de ses mandats que de son manque d'unité intérieure : elle est divisée avec ellemême.

Certains « minoritaires » sont franchement pour les thèses qui se sont exprimées dans les résolutions de Zimmerwald et de Ki en thaï. Leur légitime horreur de la guerre les empêche de distinguer entre les guerres et les pousse à un étrange mysticisme de la paix, logique d'ailleurs dans ses conclusions les plus extrêmes, comme il est facile de l'être à toute thèse simpliste.

D'autres paraissent avoir perdu, dans le ressassement de quelques formules vidées de leur sens ou mal comprises, la l'acuité de juger des cas particuliers en tenant compte des circonstance» réelles des événements. Puisque le socialisme est internaliona-

PROPOS DU MOIS

liste, ne pas vouloir reprendre les relations internationales, c'est ne plus être socialiste. Puisque la guerre est un produit du capitalisme, il est vain 8e chercher les responsables de la guerre actuelle et de désigner les agresseurs. La guerre est, au même de-

gré, l'œuvre de tous les gouvernements. L'oublier, c'est encore ne plus être socialiste. Avec Ki en thaï, on est dans le simplisme des sentiments ; ici. c'est le simplisme «1rs idées.

D'autres — et nous espérons pour l'avenir et l'unité de notre parti que ce sont les plus nombreux — semblent avoir par-dessus (roui le souci de l'indépendance d'action du socialisme. Ils craignent que, rapproché des autres partis dans l'œuvre, d'ailleurs nécessaire, de défense nationale, le parti socialiste n'oublie les principes qui lui sont propres. Ils ont peur, par exemple, que la participation ministérielle à laquelle le parti a consenti dans les graves circonstances présentes, ne l'incline vers je ne sais quel gouvernementalisme néfaste; ils s'imaginent que la présence de socialistes au gouvernement rend le parti du prolétariat partiellement rcs|>onsab!e des toutes que ce gouvernement commet, et ils ne veulent pas d'une solidarité qu'ils croient dangereuse. Leurs craintes devront être dissipées. Si les nettes déclarations faites à 6e propos par [es représentants de la majorité n'ont pas suffi, il faudra les refaire et les préciser encore. Il faut encore que tous sachent bien qu'en se dévouant à la défense nationale, le socialisme a entendu ne rien abdiquer de ce qui faisait sa grandeur et marquait son originalité.

Ainsi les votes « par absence » de la minorité ont parfaitement exprimé sa confusion, puisqu'ils ont révélé la peine qu'elle aurait eu à s'accorder sur des

l'avenir

textes clairs et aussi puisqu'il» lui ont permis de ne passe prononcer sur tels paragraphes de la motion majoritaire où ses divisions auraient éclaté.

Us montrent aussi de quel côte la majorité doit faire porter son eflbrt d'organisation et de propagande, si elle veut — et elle le veut — travailler efficacement à cette unité du parti sans laquelle nous ne pourrons pas aborder sérieusement les grands problèmes qui vont demain solliciter notre attention.

« L A VENIR

Le 31 août 1916.

après la guerre

(Le 22 et le 23 septembre, vase tenir à Paris une Conférence des organismes coopératifs des pays de r Entente. Ln rapport sur les relations économiques à établir après la guerre entre les belligérants doit y être présenté par le professeur Charles Gide. L'Avenir a la bonne fortune de pouvoir le donner à ses lecteurs, (n.d.l.r J

Les facteurs d'ordre économique n'avaient pas tenu une grande place dans la précédente guerre, ni dans ses origines, ni dans ses moyens d'action, ni dans sondénouement. Pourtant dans le traité de Francfort qui La clôtura fut inséré un article fameux, l'article 1 1 qui réglait les relations commerciales entre les deux pays, en stipulant pour chacun d'euxet à toujours la situation « de la nation la plus favorisée ». Contrairement à ce qu'on répète sans cesse, cette clause ne fut nullement inspirée par l'Allemagne mais au contraire elle fut demandée par les négociateurs français. Sans doute trouvèrent-ils une certaine satisfaction patriotique dans une clause qui rétablissait l'égalité des Uuation entre le vainqueur et le vaincu (1).

(1) Il est a remarquer quella clause réciproque tic la nation la plus favorisée existait déjà entre la France et l'Allemagne en vertu du traité du 2'J novembre 1SG2 signé par la Prusse comme représentant le Zollverein, c'est-à-dire les Etats du futur Empire. En 1871, le prince de Bismarck avait proposé de renouveler simplement ce traité. M. Pouyer Quertier demanda que la clause eût un caractère perpétuel et lût annexé au traité, ce qui fut accordé. Contrairement à ce qu'on croit, cette clause a donné lieu à des attaquée aussi vives du coté allemand que du côté français.

Il II,

l'avenir

Mais il en est tout autrement cette fois. Les compétitions commerciales, maritimes et coloniales ont eu une grande part flans les origines de la guerre actuelle, et, en outre, dans la conduite même de cette guerre, les facteurs économiques ont joué un rôle presque aussi important que les opérations militaires. Il est donc certain que dans les négociations qui mettront tin à la guerre la queslion du régime commercial à établir entre les belligérants ne sera pas de moindre importance ni moins âpremenl disputé que celle des modifications de frontières ou des réparations pécuniaires.

Peut-on dès à présent prévoir quel sera ce régime commercial futur ?

En France un projet a été présenté qui peut se résumer en trois articles — l'un pour les amis, l'autre pour les ennemis, le troisième pour les neutres.

Pour les amis: Union douanière, c'est-à-dire la porte ouverte à deux battants.

Pour les ennemis : prohibition de toute importation ou du moins des droits quasi-prohibitifs ; la porte fermée à double tour.

Pour les neutres: droits modérés susceptibles d'être relevés ou abaissés selon les dispositions qu'ils montreront à notre égard, c'est-à-dire la porte entrebâillée plus ou moins selon que ceux qui s'y présenteront seront plus ou moins sympathiques.

Ce programme tripartite, par sa simplicité toutau moins apparente et par sa symétrie, était fait pour plaire à l'esprit français, si épris de clarté et de logique ; aussi a-t-il eu un vif succès. Et ç/à été dans l'opinion publique une déception quand les gens compétents lui ont démontré que ce plan était absolument irréalisable, ce qui est d'ailleurs généralement le cas de toutes les solutions simples — en économie sociale tout au moins.

lîeprenons en effet chacun de ces articles, ou du

moins les doux premiers, car le troisième n'est qu'une solution intermédiaire dont le sort dépend nécessairement des deux principales (1).

UNION COMMERCIALE ENTRE LES PAYS DE l'eNTENTG.

Cette solution, prise avec sa signification complète, impliquerait la suppression des frontières commerciales entre les divers pays, l'abolition des droits de douanes, tout comme ont été abolies par la Révolution les barrières de douanes qui séparaient nos vieilles provinces de France. C'est un bel idéal, et vers lequel, nous surtout coopérateurs, devons tendre de toutes nos forces, car ce serait un commencement de réalisation des Etats-Unis

d'Europe; mais présentement il n'o pas la moindre chance de se réaliser.

La preuve en estd'abord dans l'accueil plus que réservé qui a été fait dans les divers pays de l'Entente au projet d'une Conférence économique destinée à préparer celte Union. C'est la France principalement qui a pris l'initiative de cette conférence, mais elle a suscité de vives inquiétudes en Angleterre, en Russie, en Italie, et en France même. On se serait bien dispensé d'y aller si on l'avait pu décemment. A la Chambre, en Angleterre, on demandait au premier Ministre ce qu'on irait faire dans celle galère et M. Asquith répondait simplement «qu'il était impossible de décliner l'invitation des Alliés ; en particulier celle de la France », mais qu'il était bien entendu

(1) En ce qui concerne les neutres, nul doute qu'ils ne jouissent du traitement île la nation la plus favorisée et que la porte soi-disant entrebâillée ne s'ouvre pour eux toute grande, car chacun des deux groupements antagonistes fera toutes concession! pour les attirer de son coté et ne pas les laisser passer a l'autre camp surtout pour le plus gros des Neutres, les États-Unis.

l'avenir

dans Ions les pays qu'on n'y prendrait aucun engagement en ce qui concerne l'Union commerciale future. La Conférence a fait mieux, elle n'en a point parlé ! C'est ce qu'a déclaré le Président de la Conférence, qui était notre Minisire du Commerce, M. Clémentel, dans un interview reproduit par le Temps (21 juin) : « Il n'a pas élé un instant question à la Conférence d'adopter une po-

litique douanière d'ensemble. Chaque allié conservera sa pleine indépendance ».

ïl est d'ailleurs facile de comprendre pourquoi il est chimérique de rêver une Union commerciale entre dix pays — ou, plus exactement, treize pays, car les trois Dominions de l'Australie, du Canada et du Cap sont des Etats presque indépendants au point de vue politique et très jaloux de leur autonomie commerciale — treize Etals dispersés aux quatre coins du monde et dont les intérêts sont pour la plupart opposés. Contre tout projet d'abolition des douanes, voici quels arguments on ferait valoir. Nous ne parlons que de la France, mais chacun des autres pays aura à présenter sinon les mômes, du moins d'autres aussi forts (1).

1° Ce n'est pas, dira-t-on , au moment où la France aura à relever ses ruines et à reconstituer de fond eu comble l'industrie de ses départements envahis, qu'il conviendra de la livrera la concurrence de pays qui, comme l'Angleterre ou même l'Italie, ont eu la bonne fortune de conserver intacts leurs moyens de production. Si déjà, même à l'état normal, l'industrie française ne pouvait soutenir la concurrence de L'industrie anglaise, combien moins le pourrait-elle

(1) Un personnage russe considérable, membre du Conseil de l'Empire et Président de la Bourse de Moscou, M. Kreslovnikoff, disait : « Nos ennemis aussi bien que nos amis vont s'efforcer d'obtenir les conditions les plus favorables pour leur importation. Mais nous aurons à prendre des mesures nécessaires pour nous défendre non seulement contre nos ennemis, mais aussi contre nos amis ».

dans l'état de crise qui se prolongera longtemps après la guerre (1) ?

2° Ce n'est pas au moment où la liquidation des dépenses incommensurables dt* la guerre obligera l'Etat à l'aire argent de tout, qu'il pourra renoncer à celui que lui procureraient les droits de douane. Il est même certain que, loin de les supprimer, il sera obligé de les augmenter considérablement.

3°) La guerre actuelle a mis en évidence le danger pour un pays d'en être réduit à attendre sa subsistance de l'étranger et par conséquent la nécessité pour son existence nationale de sauvegarder Les industries vitales, celles qui lui donnent la nourriture, le vêtement, les matières premières. Gomment donc pourrait-on songer, au lendemain de cette guerre, à tuer notre agriculture déjà si éprouvée par la guerre en laissant entrer francs de droit, le blé de Russie, le vin d'Italie, la viande d'Australie?

Tels sont les arguments qu'on nous opposera. Il faut reconnaître qu'ils sont difficiles à réfuter et que ceux-là même qui, comme nous coopérateurs, se préoccupent surtout des intérêts du consommateur ne peuvent en méconnaître la force, tout au moins pour la période qui suivra la guerre.

Il faut donc rabattre beaucoup de l'idéal d'une union douanière. Voici à peu près le maximum de ce qu'on peut espérer et ce que d'ailleurs les esprits libéraux cherchent à préparer (2).

(1) Protestation de la Fédération des Industriels et Commerçant* français contre toute velléité d« supprimer les droits protecteur!. Elle demande au contraire qu'on ce préoccupe de « consolider notre régime douanier et de réparer les brèches que d'imprudentes dispositions législatives y ont faites ».

(?) Le Comité d'Expansion française (place de la Bourse) élabore un plan à soumettre a la Conférence économique des pays de l'Entente qui vont tenir une seconde session à Londres en septembre. C'est M. Ma user qui est chargé de la partie industrielle et H, Hitler, professeur à la Faculté de droit de Paris, de la partie agricole.

l'avenir

1° — Etablissement de traités de commerce entre les pays de l'Entente (1) avec clause de la nation la plus favorisée étendue et réservée à tous — el en réduisant les droits sur les produits dont l'exportation est considérée comme la plus désirable pour le pays vendeur el la moins désirable pour le pays acheteur;

2° — Peut-être établissement d'une Union commerciale plus complète entre la Belgique et la France. Le fait que les deux pays auront subi, l'un presque en totalité, l'autre en partie, la même invasion et auront à relever les mêmes ruines, a établi entre eux une solidarité tragique qui semblerait pouvoir survivre à la guerre en se transformant en aide mutuelle. Les arguments que nous venons d'énumérerse trouveraient sinon écartés du moins très atténués par la similitude de situation ;

3°) Peut-être le régime du libre-échange, c'est-àdire de la porte ouverte, pourrait-il être étendu à toutes les colonies des pays de l'Entente.

Ce régime de la porte ouverte existe déjà pour le Maroc et pour le Congo Français et Belge : il suffirail donc de le généraliser. L'effet bienfaisant d'une telle mesure dépasserait de beaucoup le domaine économique et s'étendrait aux relations politiques, car une des causes originaires de la guerre a été précisé-

ment celte politique coloniale qui consiste à faire de chaque colonie une chasse gardée — et par

(1) Depuis 1892 l;i France ne signe plus de traités de commerce avec les pays étrangers, mais seulement des conventions commerciales. La différence esl double :

a) Les conventions sont résiliables à la volonté des parties en prévenant un an à l'avance, tandis que les traités étaient conclus pour 10 ans au moins ;

h) Les conventions ne peuvent établir d'autres droits que ceux fixés par la loi générale des douanes et dans les limites qu'elle comporte, tandis que dans les traités les parties restent libres d'établir les droits à leur gré. Ce n'est qu'exceptionnellement, dam certaines conventions avec des pays amis, notamment la Russie et la Suisse, qu on a concédé des droits inférieurs au tarif minimum légal.

conséquent, l'abolition d'un tel système serait une des conditions d'une [>aix durable.

Mais il ne faut passe dissimuler que cette dernière réforme provoquera la plus vive Opposition dans les milieux coloniaux et déjà même ils ont pris les devants par des injonction* impérieuses adressées au gouvernement (1). D'autre part, si on peut à la rigueur le concevoir pour les colonies proprement dites, il serait chimérique pour tes Dominions, c'est-àdire les colonies qui, comme l'Australie, le Canada et le Caj), ont cessé d'être des colonies proprement dites pour devenir des Êlats autonomes. Ceux-ci, qui avaient déjà élevé des barrières prolectrices même contre

leur mère-patrie, ne vont pas les supprimer en faveur des autres pays alliés.

4°) Enfin indiquons toutes mesures ayant pour but de faciliter les rapports économiques entre les pays de l'Entente — au point de vue des transports, des correspondances postales et télégraphiques, de l'unification des lois de protection ouvrière, de la législation sur l'immigration et la naturalisation, etc. Ces mesures ne susciteront pas d'opposition, sauf la dernière peut-être, et elles ont déjà été amorcées par la Conférence économique. Il est presque certain que le tunnel de la Manche sera une de leurs premières réalisations.

PROHIBITION DES PRODUITS ENNEMIS

Passons au second article du programme : La porte fermée aux deux Empires du Centre.

(\) La Fédération des Industriels et des Commerçants français a demandé formellement que dans le traité de paix » le gouvernement évite d'insérer aucune clause qui préjuge du régime futur des colonies ».

l'avenir

Celui-ci semble, à première vue, plus facile à réaliser, d'autant mieux qu'il esl réclamé avec passion par l'opinion publique — presque a l'unanimité en France et par une forte majorité en Angleterre (1), à [neuve les nombreuses Ligues qui, sous des noms divers — Pro Patria, Souvenez-vous, etc. — font prendre à leurs membres rengagement de ne plus rien acheter aux Allemands ou

Austro-Allemands et même de n'avoir avec eux aucun rapport et de ne plus les laisser entrer en France.

La Conférence économique a même déjà donné à ce second article une consécration officielle : « Les Alliés décident de prendre sans délai les mesures nécessaires pour s'affranchir de toute dépendance des pays ennemis relativement aux matières premières et objets fabriqués essentiels ». Et plus loin : « Les Alliés ont pris l'engagement de soumettre, pendant une période qui sera déterminée entre eux, les marchandises originaires des pays ennemis à des prohibitions ou à un régime spécial qui leur permettent de lutter efficacement contre toute tentative de dumping.

Il est à remarquer pourtant, ainsi qu'il résulte des passages soulignés dans le texte ci-dessus, que les mesures annoncées ne vont pas jusqu'à la prohibition absolue. Elles ne sont pas présentées comme devant durer toujours, mais seulement pour un temps, pour la période de la reconstitution économique : on a parlé de trois ans ou cinq ans. Elles ne visent pas tous les produits mais seulement les produits essentiels. Enfin elles n'auraient pas un caractère absolu mais conditionné par un but spécial qui est de réagir

(1) C'est l'Australie, ou du moins son premier ministre M. Hughes, du parti ouvrier, qui s'est montré le plus intransigeant. M. Hughes a déclaré que plus un produit allemand n'entrerait en Australie, que plus un atome de minerai australien ne serait livré aux Allemands — et il a demandé qu'en Angleterre et par tout pays on renonçât absolument au principe suranné du fret Irade.

contre le dumping (1) ou, dit le ministre : « tout autre procédé de concurrence déloyale ».

C'est qu'en effet, le boycottage proprement dit, tel que celui rêvé par l'imagination populaire, n'est qu'un enfantillage.

On peut boycotter une maison de commerce, mais non une masse de population de plus de V20 millions d'hommes, alors surtout que son heureuse situation géographique l'a placée juste au centre de l'Europe et au beau milieu des pays de l'Entente qu'elle sépare. La France ne peut tondre la main a la Russie, si elle prétend boycotter l'Allemagne, qu'en étendant un de ses bras au cercle polaire vers Arkangel, et l'autre À travers tous les océans vers Vladivostock : c'est une attitude trop gênante pour durer longlemps.

Mais regardons de plus près les raisons qui rendent impossible le boycottage des produits allemands. Il y en quatre au moins et dont une seule suffirait.

1° Parce que parmi les produits que nous ache-

(1} Le mot, devenu fameux depuis peu, de dumping désigne simplement le système qui consiste à vendre à l'étranger a un prix inférieur au prix qui est payé à 1 intérieur. A première vue il semble que l'étranger ne puisse que se féliciter de cette lionne chance, mais, comme on peut le penser, cette politique n'a pas pour but de procurer un avantage à l'étranger mais de tuer une industrie rivale en sous-vendant ses produits L'industriel qui pratique ce système y trouve aussi parfois l'avantage de se débarrasser d'un excès de production comme font les Grands Magasins quand ils annoncent une « Grande Liquidation ».

A vrai dire, ce système n'a pas été inventé en Allemagne mais aux Etats-Unis, ainsi que son nom l'indique, et ne diffère pas des procédés usuels de concurrence pratiques même dans le commerce intérieur. Les Allemands y ont appliqué seulement leur génie d'organisation en le perfectionnant.

Il est certain qu'un des premiers actes de l'Union Économique sera de prendre des mesures de représailles contre le « dumping notamment en relevant le droit des douanes de tout le montant du rabais constaté. Mais nous sommes très sceptique sur l'efficacité de ces mesures, ne voyant pas comment on pourra empêcher de vendre des produits au-dessous d'un certain prix (si c'était au-dessus passe encore !). D'ailleurs, nous croyons que les méfaits attribués au ■ dumping * sont très exagérés, et quoique les coopéi ateurs désapprouvent en principe tout procédé de concurrence déloyale, ils devront prendre garde de ne pas laisser mettre obstacle, sous prétexte de dumping, à l'importation de tous produits à bas prix.

l/A TENIR

lions à l'Allemagne, il y en a beaucoup qui nous resteront indispensables et tout spécialement pour assurer la reconstitution de nos industries après la guerre (1). Si nous les prenions en Allemagne ce n'était point assurément par amour pour les Allemands mais parce que nous ne les trouvions point ailleurs, ou du moins pas dans d'aussi bonnes conditions, et que nous ne pouvions les produire nousmêmes. Qui peut assurer qu'après la guerre il en sera autrement et qu'il suffira de faire demi-tour? Les courants commerciaux ne se renversent point avec la môme facilité que les courants électriques en tournant un commutateur. Sans doute il sera bon d'essai cr «le créer chez nous et dans les pays amis les

industries destinées à remplacer les produils allemands. Il est à espérer qu'un certain nombre réussiront mais pas toutes. Or là où nous ne réussirons pas, reste à savoir si pour infliger une punition aux Allemands, il sera très à propos d'infliger un dommage à nousmêmes — à UOS producteurs en augmentant leurs frais de production, à nos consommateurs en élevant le coût de la vie ?

2° Parce que la prohibition des importations allemandes provoquerait nécessairement en Allemagne la prohibition de toute importation de France et des pays de l'iîntente. Par conséquent, si nous n'achetons plus rien à l'Allemagne, nous ne lui vendrons plus rien. — Parfait ! s'écrient les germanophobes ; c'est ce que nous souhaitons. Oui, mais les industriels français qui vendaient leurs produits en Allemagne ne

(1) Notamment le charbon ainsi que les matières tinctoriales et pharmaceutiques que l'Allemagne extrait précisément du charbon en le transformant en coke. Nous n'avons pas assez de charbon pour notre consommation (40 millions de tonnes seulement pour une consommation de 60 millions) et, à plus forte raison, ne pouvonsnous nous donner le luxe de le transformer en colorants, drogues et parfums.

seront pas aussi satisfaits, ils se demanderont avec angoisse comment ils remplaceront un semblable client qui leur achetait pour un militant an par (86<» millions pour l'Allemagne, 126 millions pour l'Autriche, lotal 075 millions en 1913). Ce n'est pas une bagatelle qu'un milliard de moins en profits et salaires : de quoi entretenir 3 ou 400.000 ouvriers.

Ici encore, on nous dit que nos industriels trouveront à remplacer ces débouchés dans les pays amis. Mais on ne réfléchit pas que si les pays amis so trouvent privés du débouché allemand, ils devront chercher aussi des débouchés chez nous et seront bien plus disposés à nous vendre qu'à nous acheter ! Le lotal des ventes faites par les pays de l'Entente à l'Allemagne et à l'Autriche est de 7.600 millions IV.: Du jour, où ces milliards.de produitsne trouvant plus d'issue en Allemagne, reflueront dans les pays d'origine dont chacun cherchera à les déverser sur les autres, ce sera un bel encombrement! On a proposé, il est vrai, d'insérer dans le traité de paix, une clause défendant aux Allemands d'établir chez eux des droits protecteurs, c'est-à-dire les contraignant à laisser leur porte ouverte en même temps que nous fermerions la nôtre. Mais en supposant même une victoire assez écrasante pour imposera l'Allemagne une telle condition, en admettant que par un acte aussi contraire au droit des gens nous ne craignions pas de tourner contre nous et au proGt de l'Allemagne l'opinion publique — même alors une telle clause ne servirait à rien. En effet, si l'on peut à la rigueur concevoir qu'on oblige un Etat vaincu à supprimer ses douanes, il n'y a aucune forceau monde qui puisse contraindre un homme à acheter s'il ne le veut pas. Or il est bien certain qu'en ce cas il n'y aurait pas un seul Allemand qui consentît à acheter des marchandises imposées par la force.

l'avenir

Ajoutons encore que si même, par impossible, les Allemands se pliaient à celte humiliation et consentaient à nous acheter sans nous vendre, ils ne le pourraient pas. Il existe en effet, une loi des échanges, bien connue des économistes, qui veut que toute

échange soit réciproque. 11 est aussi impossible de faire fonctionner entre deux pays un commerce unilatéral qu'il est impossible de faire voler un oiseau ou un avion avec une seule aile. Je ne puis en donner la démonstration ici. Mais on comprend bien, sans démonstration, que des navires ou des wagons ne peuvent porter toujours des marchandises dans le même sens et loujours revenir à vide, et que réciproquement un pays acheteur ne peut pas toujours envoyer de l'argent pour ses achats et ne jamais en recevoir.

3° En troisième lieu, l'impossibilité du boycottage lient à ce qu'il ne pourrait être efficace qu'autant qu'il serait unanime. Si parmi les treize pays de l'Entenle, il en est quelques unsqui se détachaient du bloc, il est clair qu'ils pourraient profiter delà situation pour prendre sur le marché austro-allemand la place laissée libre par leurs alliés et que si ceux-ci persistaient dans leur intransigeance, ils joueraient le rôle des dupes. Le barrage qu'on prétend élever doit être donc sans fissure, car s'il vient à s'en produire une seule, tout sera à vau-l'eau. Or, pour peu que l'on connaisse la situation commerciale des divers pays de l'Entente, on est sûr d'avance que plusieurs ne signeront pas l'engagement où, s'ils l'ont donné à la légère, ils ne pourront pas le tenir. En Angleterre, la majorité toujours fidèle aux traditions du libre échange, qui ont valu à l'Empire Britannique la maîtrise des mers, n'acceplera pas facilement le retour au protectionnisme, fût-il même limité aux produits des Empires du Centre.

D'autres, comme la Russie, l' Italie ou le Japon ne

pourront renoncera s'adresser aux marchés de l'Europe Centrale tant pour l'exportation de ceux de U nis produits qu'ils ne pourraient vendre ailleurs (le Mo pour la Russie, par exemple, les fruits et la soie pour l'Italie) que pour l'achat de matières premières qu'ils ne pourraient se procurer ailleurs (le charbon et le bois d'œuvre pour l'Italie, par exemple).

4a La dernière r.iison, celle-ci de l'ordre politique

plutôt qu'économique, c'est que Le groupement des pays de I Kutenle en un bloc fermé aurait inévitablement pour conséquence la constitution d'un groupement semblable entre les pays ennemis, Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie — auxquels probablement viendraient se joindre, de gré ou de force, le Danemark, peut-être les Klals Scandinaves et la Hollande — et alors le partage de L'Europe en deux formidables Fédérations hostiles, continuant la guerre sur le terrain économique, rendraient inévitable une nouvelle guerre à brève échéance.

Voilà pour quels motifs, nous pensons qu'il faut repousser tout programme de guerre économique après la guerre.

Et d'ailleurs même si nous nous placions au point de vue de ceux qui voient dans le commerce international une des formes nécessaires de la guerre, même alors ne serait-il pas absurde de donner à celle guerre la forme d'un boycottage, c'est à-dire d'un système purement défensif contre L'offensive allemande ? Ce serait continuer sur le terrain économique la guerre de tranchées, en dressant sur notre frontière un triple réseau de fil de fer barbelé !

Si j'élais de ceux qui rêvent la guerre économique, il me semble que j'aimerais mieux la faire et la trouverais plus

conforme au tempérament français, sous la forme d'invasion, c'est-à-dire en la portant *ur le

l'avenir

territoire ennemi, en cherchant à faire la conquête de ses marches par des produits supérieurs aux siens et par une stratégie commerciale plus habile, en opposant cartel à cartel et dumping à dumping. Affirmer d'avance que nous ne le pouvons pas, c'est nous décerner à nous-mêmes un brevet d'infériorité, humilité singulière de la part des nationalistes et que nous n'acceptons pas.

SOLUTIONS RÉALISABLES

Quelle sera donc la solution ? Est-ce qu'il n'y aura rien à l'aire qu'à rétablir le régime commercial antérieur. Non, ce serait impossible. Il va sans dire que tous les traités de commerce conclus entre les Etats de l'Entente et l'Allemagne se trouveront anuulés par le fait de la guerre — y compris l'article 11 du traité de Francfort en ce qui concerne la France — et, que par conséquent nous n'aurons plus entre nous qu'une table rase sur laquelle il faudra bâtir un régime nouveau. Mais quel régime? Assurément nous aurons le droit et même le devoir de le discuter et de tacher de profiter de la supériorité économique de l'Entente pour obtenir les conditions les plus favorables.

Or la supériorité économique de l'Entente est énorme et telle qu'il estvraimentprodigieuxque l'Allemagne ait réussi à la tenir en échec depuis plus de deux ans. tl suffit pour s'en assurer de je-

ter les yeux sur la carte du^monde et de voir que les huit Etats de l'Entente possèdent les 4/5 de l'Europe, la totalité de l'Afrique (à l'exception du royaume d'Abyssinie et de quelques petites enclaves appartenant à l'Espagne ou à la République de Libéria), la totalité de l'Aus-

Lralasie el des Iles du Pacifique, la moitié de l'Asie, el presque la moi l ié tic L'Amérique du Nord ! au total 7.700 millions d'hectares el 850 millions d'hommes sur les 13.800 millions d'hectares el les 1.632 millions d'hommes que compte notre planète, donc plus (le la moitié comme superficie et. comme hululants (56 0/0 en superficie, 52 0/0 en population). L'Empereur allemand n'exagère donc pas quand il répèle sans cesse : Nous sommes aux prises avec un monde d'ennemis. Un monde d'ennemis aujourd'hui mais qui aurait pu devenir un monde de clients ! qui l'était déjà, car la somme des achats que tous les Etals de l'Entente .faisaient à l'Allemagne s'élevaient à plus de 6 milliards, près de la moitié ^43 0/0) de sou exportation totale. Et la capacilé actuelle d'acquisition de cet ensemble énorme d'hommes n'est rien en regard de ce qu'elle sera plus lard, bientôt. Le jour n'est pas très éloigné où les Dominions, l'Australasie, le Canada, le Cap, seront des puissances comparables à l'Angleterre ou à l'Allemagne ellemême, égales comme population et bien supérieures comme étendue de territoire. Quel malheur pour l'avenir économique de l'Allemagne, pour ses espoirs de conquête commerciale du monde, pour sa fringale de profits, pour son émigration môme, si ces prodigieux marchés lui étaient désormais fermés.

Eh bien ! voilà le Paradis économique dont au jour des négociations l'Entente pourra apporter la clé sur la table . Elle dira

aux Allemands: La voulez-vous ? il faut la payer cher. — <Juel sera le prix demandé? On pourrait, par exemple, leur dire: Acceptez-vous un désarmement elle principe de l'arbitrage ? Renoncez-vous à cet état de guerre permanente qui s'appelle la paix armée ? Alors de notre côté, nous renoncerons à la guerre sous forme de boycottage. . . Non ? Vous n'en voulez pas, vous vou-

lez continuer à exercer sur le monde la pression de votre force militaire ? Alors ne vous indignez pas si nous vous faisons sentir la pression de notre force économique.

Vous allez me dire sans doule : Mais l'Allemagne ne prendra pas celte menace au sérieux puisque vous venez de démontrer vous-même que le boycottage est irréalisable? Sans doute, mais entre la prohibition absolue et le régime de la nation la plus favorisée il y a de la marge, et celle marge est suffisante pour laisser la place, quand l'heure des négociations sera venue, à un liés efficace et très légitime marchandage. Le mot, il est vrai, est déplaisant, mais il s'impose pourtant. 11 ne faudrait pas qu'un sentimentalisme humanitaire nous y fil renoncer.

Ce serait donc nous placer dans des conditions d'infériorité pour les négociations de la paix si, dès à présent, nous déclarions que, quelle qu'en soit l'issue, nous mettrons les Allemands sur le même pied que les Alliés dans les relations commerciales. Mais, en sens inverse, encore plus fâcheuse est. l'attitude de ceux qui déclarent, que, quoiqu'il advienne, nous ne ferons aucune concession et que le but visé c'est la destruction du commerce allemand. Il est évident que de telles déclarations ne peuvent avoir

d'autre résultat que de faire le jeu des pangermanistes en Surexcitant le sentiment national et en le poussant à lutter à outrance.

Mais, en tout cas, si nous nous croyons en droit d'user de toutes les armes, économiques ou autres, qui sont en nos mains pour obtenir les conditions de paix les plus favorables, nous pensons aussi qu'une lois la paix signée, elle devra l'être pour tout de bon et ne pas se prolonger indéfiniment en une guerre sourde. Nous acceptons le mol d'ordre : la guerre jusqu'au bout! c'est entendu, mais en entendant par là, évi-

déminent, qu'il y aura un bout, c'est-à-dire une fin.

C'est pourquoi les coopéraient^ devront s'abstenir de toute participation aux nombreuses Ligues « antiboches » qui sont en train de se constituer pour continuer la guerre après la guerre et auxquelles un certain nombre de personnalités notables ont donné leur patronage. D'autant plus que ces Ligues qui ne visent tout d'abord que les produits austro-allemands seront entraînées peu à peu'à voir dans tout ce qui vient de l'étranger des produits allemands déguisés des périls qui risquent de compromettre le relèvement de la France après la guerre. On parle beaucoup contre lesquels on s'organise déjà : alcoolisme, malthusianisme, développement des maladies vénériennes — mais on oublie un des plus funestes, à notre avis, qui sera la xénophobie, c'est-à-dire cette maladie qui consiste premièrement à voir dans tout Allemand un espion, et secondement à voir dans tout étranger un Allemand déguisé.

Les Goopérateurs ont eu un beau rôle dans cette guerre et qui a même dépassé tout ce que nous pouvions espérer. Us ont rendu à l'œuvre de la Défense Nationale, dans leurs pays respectifs, des services signalés. Mais ils auront une plus grande tache a rempli] après la guerre.

En tant que représentants des consommateurs, ils auront à lutter contre toutes les mesures protectionnistes qui, en excluant les produits du dehors, auraient pour résultat d'augmenter le coût de la vie, alors qu'il y aura déjà assez à faire pour lutter contre la hausse des prix qui se prolongera longlcmp après la guerre. En tant que consommateurs aussi, ils devront diriger leurs achats non par la passion mais par la raison, ils devront se donner pour but non d'infliger un mal à autrui, mais de se procurer à eux-mêmes et à tous le plus grand bien possible.

l'avenir

En tant que coopérateurs , nous devrons tâcher de réaliser d'abord, sans doute, cette coopération à l'intérieur qui veut que la production d'un pays soit aussi diversifiée que possible pour donner un aliment à toutes les formes d'activité nationales — car contrairement à ce qu'on croit le mouvement des échanges à l'intérieur aura toujours plus d'importance que l'échange extérieur — mais nous ne devrons pas avoir la prétention qu'en France on puisse faire toute chose mieux qu'ailleurs. Chaque population a son génie propre, chaque territoire ses ressources naturelles, et nous devons croire que la division du travail, qui n'est qu'une forme de la coopération, est la loi du progrès pour les peuples aussi bien que pour les individus, et que la maxime de chacun pour soi serait aussi funeste à ceux-là qu'à ceux-ci. Tel a été tel restera est bien le programme de l'Alliance Coopérative Interna-

tionale, et c'est pourquoi les coopérateurs français lui resteront fidèles.

CONCLUSIONS

1°) Entre les pays de l'entente, négocier des traités de commerce aussi larges que possible, multiplier les relations d'échange sous toutes les formes, transports, correspondance, immigration, naturalisation, unification des lois ouvrières, etc. Essayer d'établir une union plus complète avec les pays qui se trouvent les plus voisins de nous. En ce qui concerne les colonies non encore constituées en Etats autonomes, tâcher de faire admettre le principe de la porte ouverte.

2°) En ce qui concerne les pays neutres, leur accorder aussi largement que possible la clause de la nation la plus favorisée comme le meilleur moyen de les attirer de notre côté.

LK RÉGIME COMMERCIAL AI'RKS LA Cl ERRE

3°) A l'égard de 1* Allemagne, de l'Autriche, et de leurs alliés s'abstenir de tout boycottage systématique qui n'aurait d'autre but que la ruine de leur commerce, mais ne leur accorder le libre accès aux marchés des pays de L'Entente que sous la condition que les deux Empires consentiront à limiter leurs armements et adhéreront au principe de l'arbitrage.

4°) En ce qui concerne rétablissement du régime douanier, se préoccuper avant tout des intérêts des consommateurs et des travailleurs au point de vue de sa répercussion sur le coût de la vie, ne pas s'opposer aux droits en tant qu'ils auront un caractère lis-

cal et seront destinés à fournir au budget les ressources nécessaires, mais combattre ceux qui n'auraient d'autre but que d'assurer des prolits à telle ou telle industrie (1)

5°) Faciliter toute création d'industrie nouvelle qui pourra fournir de nouveaux aliments 5 l'activité nationale, mais ne pas prendre pour but de notre politique commerciale de rendre notre pays indépendant de l'Etranger et accepter le principe d'une division du travail nécessaire et d'une coopération internationale désirable entre tous les pays.

Charles Gide.

(1) Peut-être dire-t-on que ceux qui demandent la fixation d'un salaire minimum légal pour l'ouvrier sont mal fondes à refuser un profit légal à une entreprise industrielle ? Mais les deux cas ne sont pas assimilables. Il y a un droit à la vie pour l'homme ; il n'y en a pas pour une entreprise : son droit a la vie est subordonné à son utilité.

Les Causes économiques

de la Guerre

(Suite et fin.)

Le Rôle du Capitalisme allemand

Symptôme objectif du développement de l'industrie guerrière : la croissance des budgets d'État. En Allemagne les emprunts d'État ont englouti plus de capitaux que l'industrie. — Le rôle du capital allemand dans les pays de l'Amérique latine. — Propagation de la fièvre des armements. — Exportation des capitaux allemands en France. — Développement des industries métallur-

giques et sidérurgiques. — Transformation de la Normandie agricole en pays de grande industrie. — Le rôle de Thyssen. — Les capitaux allemands en Lorraine. — Les années de cherté croissante (1909-1913) marquent le développement de l'industrie métallurgique et sidérurgique en France. — L'Allemagne prépare la guerre contre elle.

11 n'est pas facile de démontrer directement que la période de cherté qui va de 1901) à 1913 avait été occasionnée par l'investissement intense des capitaux dans l'industrie guerrière. Les préparatifs de guerre et tout ce qui les entoure ont ceci de particulier qu'ils ne sont pas destinés à la publicité. Si Ton se rappelle les procédés dont usa Krupp en Allemagne pour élargir la vente de ses produits et influencer la presse et les représentants du ministère de la guerre, on comprendra que les grands industriels de la guerre

(1) Voir L'Avenir d'Août 1916.

LES CAUSES ÉCONOMIQUES DE LA QDBRRB

préfèrent diriger l'opinion publique, que ae faire diriger par elle. La lin lamentable du procès de Krupp, accusé de corrompre La presse et le ministère de la puerre, démontre assez clairement le degré de puissance de l'industrie guerrière en Allemagne.

Mais nous possédons quand même des symptômes objectifs, qui démontrent avec une précision irréfutable les buts auxquels sont assignées les ressources d'une nation : ce sont les chiffres

des budgets d'État. Nous ne nous arrêterons point au fait bien connu de la croissance vertigineuse des budgets en général et des dépenses pour la guerre en particulier. La croissance incessante des dépenses publiques constitue Le trait le plus saillant de la vie politique actuelle. Ses conséquences sociales sont très importantes. La démocratisation des impôts avec application de l'impôt sur le revenu est une des conséquences les plus importantes de la croissance continue des budgets de guerre. La loi des finances de Lloyd Georges en Angleterre, l'impôt sur le revenu en Allemagne sont des phénomènes de même ordre. Toute la vie politique de la France, avec les formes sous lesquelles elle s'exprimait avant la guerre, tournait autour de l'impôt sur le revenu rendu nécessaire par les mesures d'ordre militaire que la France devait prendre en face des préparatifs belliqueux de l'Allemagne. La loi des trois ans, par laquelle La France répondit à l'accroissement numérique de l'armée allemande, nécessita une forte augmentation de dépenses; le déficit budgétaire monta à la somme invraisemblable de deux milliards. En Allemagne, l'augmentation des dépenses guerrières s'était faite de façon plus méthodique ; mais le budget avait atteint aussi des chiflïes extrêmement élevés.

Les impôts seuls ne suffisent pas à alimenter de pareils budgets. L'État doit avoir recours aux em-

prunts, qui sont, dans une certaine mesure, des impôts sur les générations futures. Et si nous considérons la somme totale de la dette publique mondiale, nous verrons qu'elle surpasse la somme totale des échanges entre les pays. En 1913, quand les Belges habitaient encore paisiblement Anvers, le secrétaire de la Chambre de Commerce de cette ville avait t'ait, une comparaison entre la

somme totale de la dette publique et la somme totale des échanges. Il était arrivé à des résultats très intéressants. Tandis que les échanges commerciaux atteignaient le chiffre de 203 milliards , la dette publique mondiale s'élevait à 214 milliards : les différents pays s'étaient endettés pour une somme surpassant la valeur de leur production annuelle, et la majeure partie de cette dette avait été absorbée par des préparatifs de guerre. La dette publique ne représentait plus une partie du revenu de la nation, destinée à des besoins d'État ; elle surpassait de beaucoup ce revenu. (Dans la somme des échanges commerciaux se reconstituent non seulement le revenu, mais aussi le capital d'une nation.) C'était donc réellement une dette, un déficit qui rongeait le capital même des nations.

Les emprunts d'État jouèrent un rôle tout à fait prépondérant sur le marché monétaire durant ces dernières années. Si nous retournons à l'Allemagne, nous verrons que les emprunts d'État jouent, malgré le fort développement de l'industrie, un rôle prépondérant par la quantité des capitaux investis. Tout de suite après la crise de 1907, nous pouvons constater une croissance rapide des emprunts d'État. De plus, pendant les années qui précèdent la guerre, l'afflux des capitaux dans t'indusirie va en décroissant, tandis que les emprunts d'État nécessitent une quantité toujours croissante de capitaux. D'après la Frankfurier Zeitung du 4 juillet 1913, la somme totale des

LKS CA.UIS9 BCONOUtQVBfl DK LA QUSftRB

émissions avail atteint, en un an, le chiffre de 1.771 millions. Les 70 0/0 de celle somme, c'est-à-dire 1/234 millions, étaient destinés aux emprunts d'État, le reste à l'industrie. Ainsi le capital allemand suivait une voie nouvelle non seulement en Alle-

magne, mais aussi dans les autres pays. Au lieu d'accroître pacifiquement le capital constant de production, il s'est mis à « fomenter des troubles ».

Ce rôle civilisateur du capital allemand apparaît avec grande évidence dans les pays de V Amérique latine, où les emprunts allemands n'ont pas cessé d'affluer. Le capital allemand y apporta la fièvre des armements, qui envahit ces pays dans une mesure bien plus grande qu'on n'aurait pu le supposer étant donné le développement encore insuffisant de leur industrie. Le Brésil, l'Argentine, le Mexique étaient de très bons consommateurs de produits allemands (1/3 des exportations allemandes en dehors de l'Europe). Mais ils ouvraient en outre des débouchés aux capitaux allemands. Les effets s'en montrèrent bientôt. A partir de 1908, c'est-à-dire après la dernière crise allemande, l'économie nationale de ces pays reçoit une orientation tout à fait nouvelle. Nous y voyons apparaître un déficit budgétaire chronique, une augmentation considérable de la dette publique et un accroissement inouï des armements (1).

Le microbe pathogène de la guerre en s'installant dans l'organisme de ces jeunes pays y produit des ravages tout aussi terribles que dans le pays qui les a dotés de ce microbe, c'esl-à-dire l'Allemagne. Parallèlement à la croissance des budgets, on voit se développer toutes les conséquences funestes de cet ordre de choses. La cherté de la vie, inconnue jusqu'alors dans ces pays presque exclusivement agri-

(1 Frankfurter Zeitung, 23, 24, 25 juillet 1913. « Zur wirtschaftlieben Lage in den Hauptlscndern des lateinùcben Anwnka ».

coles, accompagne comme une « fleur du mal » la croissance rapide du capital constant de type germanique.

Mais le rôle le plus étrange, le plus incompréhensible et peut-être le plus illogique qu'ait joué le capital allemand s'est manifesté en France par la préparation de la guerre contre l'Allemagne.

Nous avons déjà mentionné le fait que les exportations allemandes ëlaient principalement dirigées vers des pays silués en Europe. Le caractère de ces exportations était déterminé par le caractère de la production qui fabriquait des instruments de production, lesquels ne pouvaient être utilisés que par des pays d'un certain développement capitaliste. L'Allemagne s'était spécialisée dans ce genre de production. Cela lui permettait de conserver le marché des pays capitalistes; mais le placement de ses produits en Europe ne lui permettait pas de réaliser complètement tout son capital accumulé.

Comme nous l'avons vu l'Allemagne souffrait plus qu'aucun autre pays de la maladie spécifique du capitalisme, la surproduction décapitai existant et la production insuffisante des objets de consommation. Tandis qu'elle étouffait sous le poids croissant de ses capitaux, son agriculture était incapable de lui fournir sa nourriture. Pour celte raison elle était forcée, quelque étrange que cela puisse paraître d'importer plus qu'elle n'exportait. Pour un pays riche comme l'Allemagne; ce phénomène était l'indice de la circulation complexe, courant économique qui finit par aboutir à la consommai ion. Si nous comparons les chiffres des importations el des exportations, nous arrivons aux résultais suivants.

Importations Exportations

Matières premières... 7.354 millions 2.963 millions Produits fabriqués. . . 2.010 millions 7.234 » Aliments 3.680 millions «187 »

Les chiffres d'importation et d'exportation des matières premières et des produits fabriqués se font presque équilibre. L'Allemagne exportait sous forme de produits une valeur équivalente à celle des matières premières importées, et, en échange des produits fabriqués qu'elle importait, elle exportait pour une somme équivalente de matières premières. Donc son exportation ne lui rapportait pas de quoi satisfaire ses lu-soins d'alimentation. Kl si elle s'élait contentée de sa production nationale, la riche Allemagne n'aurait pas eu les moyens de payer le pain dont elle avait besoin. Elle avait des capitaux; mais, à l'intérieur du pays, toutes les possibilités d'un placement productif de ces capitaux étaient épuisées ; le marché allemand était à tel point sursaturé de capitaux qu'il paraissait impossible de leur trouver un emploi avantageux. Alors il ne resta plus d'autre issue à l'Allemagne que l'exportation de ses capitaux. La rente de ces capitaux servait à payer la différence entre les importations et les exportations. Pour se procurer les aliments qui lui faisaient défaut, elle se Irouvait obligée d'accroître encore sa production. Et comme elle ne pouvait plus le faire dans le pays même, puisque la production allemande était saturée, elle le faisait en dehors du pays. Le capital industriel issu des entreprises métallurgiques se mit à chercher du travail. Au lieu d'entreprendre la colonisation de terres neuves, qui du reste étaient occupées par d'autres capitaux, il préféra s'appliquer au travail qui lui était familier dans des pays dont le capital était suffisamment développé. Pour que cela fût possible, il fallait

d'abord que le capitalisme de ces pays eûl atteint un certain degré de développement et (pie les industries que l'Allemagne voulait y importer correspondissent à un besoin de la production ; il fallait, en second lieu, que le capitalisme de ces pays ne se trouvât pas au môme degré de développement que celui de l'Allemagne. Ces deux conditions, l'Allemagne les trouva réalisées en France. Aussi, après la crise de U>07, quand les capitaux commencèrent de nouveau à s'accumuler en Allemagne sans y trouver de placement, une parlie d'entre eux émigra en France.

Comme l'industrie française faisait assez mauvais accueil aux produits « made in Germany », le capital allemand choisit des voies plus détournées pour pénétrer au cœur même de l'industrie française. En se couvrant du nom juridique de sociétés anonymes françaises, il se mit à travailler sur place et à trouver son profil en vendant, ses produits sans être obligé de franchir la frontière. (1)

« Ce ne sont pas seulement, écrit Louis Druneau, les produits allemands qui pénètrent en France. Il y a, à côté de cette forme normale de la guerre économique que se font actuellement les nations, l'infiltration lente et progressive de tout un peuple actif et entreprenant, El pardessus tout il y a Y installation sur noire sol, parfois même en plein cœur de la France, des filiales, de ces sociétés dont nous citions la riche floraison des filiales, qui se présentent sous les apparences et avec les qualifications de sociétés françaises et dont rien ne permet au premier abord de découvrir la véritable origine ».

Le capital allemand se niche de préférence dans les industries qui lui ont procuré une si grande prospérité dans sa patrie. En

s'attaquant à des branches

(1) Louis Biu'NEau. — L'Allemagne en France.

LES CAUSES ÈCONO.MIÇL'KS DE LA G V EURE

de production qui lui sont depuis longtemps familières,]1 n'a pas à faire d'apprentissage. Il recherche donc l'industrie chimique et électrique, mais surtout la métallurgie. Et c'est ainsi qu'en concourant au développement de la métallurgie en France, il a en quelque sorte préparé la guerre contre lui-môme.

Le capital allemand découvrit la Normandie et fit d'un pays agricole un pays produisant du fer.

Quand nous pensons à la Normandie, nous nous la représentons volontiers comme la terre des riches pâturages, des abondantes récoltes, des plantureux troupeaux. Nous la voyons telle que l'ont peinte Flaubert etMaupassant avec ses fermes tranquilles, ses clochers pointus, ses paysans Ictus et conservateurs. Maintenant tout cela est changé. Ce pays de culture s'est métamorphosé en pays de grande industrie, où les cheminées d'usine dépassent les cimes des forêts, où les cités ouvrières absorbent les villages, où les puils de sondage dressent leur carcasse noire et difforme là où naguère paissaient des troupeaux (1).

La découverte ou mieux la mise en valeur du minerai de 1er a transformé la province. La présence du fer en Normandie était connue depuis longtemps. Dès 1655, on se préoccupait de régle-

menter L'usage du bois dans les forges-fonderies, afin de restreindre les dommages faits aux forêts par l'emploi de ce combustible. Dans l'époque contemporaine, l'exploitation du minerai au moyen de capitaux médiocres donna de médiocres résultats. Nombre de concessions ne furent pas exploitées. C'est alors que le concessionnaire d'une des mines qui devaient prendre l'extension la plus considérable, le concessionnaire de

(1) Bonnefp. — La métamorphose d'une province. (Humanité du 5 avril 191 4.)

i/avenii»

Saumont, après une longue série de tentatives infructueuses o après de la plupart des sociétés métallurgiques (ie France, sollicita l'intervention de capitalistes étrangers pour la mise en valeur du sous-sol normand. Le grand métallurgiste allemand Thyssen — déjà propriétaire de trois mines en Meurlhe-el-Moselle — accueillit avec empressement ses propositions et se rendit acquéreur de la mine de Saumont.

En France, on ne croyait pas généralement à ('avenir des mines de l'ouest; la Normandie étant classée province agricole, l'idée d'une Normandie industrielle semblait chimérique. En J909, le Conseil des mines consulté sur l'importance éventuelle des couches de fer avait solennellement déclaré qu'il n'y avait pas de minerai dans le Calvados, ou qu'il yen si peu que les frais d'exploitation ne seraient pas récupérés. Mais peu après M. Cayeux, professeur de géologie au Collège de France, consulté par la Chambre de Commerce de Caen , affirmait la richesse et l'étendue des gisements et déclarait que les couches de minerai pou \ aient se prolonger jusqu'aux

portes de Paris, jusqu'à \ ersailles.

Le territoire minier du Calvados se subdivise en trois régions : Caen, St-Rémy el Falaise.

Quatre groupes financiers régnent sur les mines normandes. Le groupe T/u/ssen, propriétaire de Saumont, de Ferrières, de la mine sous-marine de Diélelte ei co-propriétaire des Hauts-Fourneaux el Aciérie> de Caen, usines formidables, dont l'importance atteindra et dépassera sans doute celle du Creusot ; le groupe Kasper, formé de quatre maisons allemandes ; le groupe Gule Ho/Jnuny, qui s'est rendu concessionnaire de la mine de Harbéry, fort riche ; enfin le groupe Foorler, constitué dans sa plus grande partie par des capitalistes hollandais. (Ceci ne doit pas trop nous étonner, vu la dépendance étroite où le

capitalisme hollandais se trouve vis-à-vis du capitalisme allemand.) 1

L'industrialisation du pays n'a pas manqué d'avoir des conséquences d'une portée très grave. Tout d'abord le prix des terrains monta. Ce qui valait 600 fr l'hectare dans a Normandie agricole pass» à . non ,,, dans le Klondike normand. Un môme temps, il v eut une augmentation des salaires. Si avant la découverte des mines un ouvrier qualifié (charpentier, etc) eagna.t 45 centimes l'heure, les mineurs eurent un salaire minimum .le 70 centimes. Le pays soumis

jusqu alors aux formes patriarcales de la vie pay e

prit un essor formidable, se transforma en une ,1e cas ruches bourdonnantes qui caractérisent le travail capitaliste.

L'homme qui avait fait jaillir celte source al -

danle de production et dont on ne prononçait d'abord le nom qu'en chuchotant, était l'industriel allemand Auguste Thyssen. La légende mettait sou non, en rapport direct avec celui de Guillaume II, dont il n aurait été que l'homme de paille. Cette légende se nourrissait du fait que Thyssen avait donné le nom de « Deutscher Kaiser „ à son entreprise principale ce qui lu. avait valu le titre de conseiller secret dè 1 Empire. Même en Allemagne Thyssen passait pour une énigme vivante. Les origines de sa grande fortune étaient plus que modestes et son ascension avait été d'une rapidité si vertigineuse, qu'elle paraissait justifier toutes les légendes.

Le nord de la France avec ses mines récemment découvertes apparut à ce roi du fer comme un objet digne de son activité.

En dehors des mines, dont il s'était rendu acquéreur en Normandie (Ferrières, Diéletle et Saumonl), il s empressa d'en acquérir d'autres dans l'Est Les concessions de Batilly, Bouligny et Joinville dans la

l'avenir

L'augmentation de production du fer provoqua une augmentation de la consommation du charbon. Pour alimenter les hauts-fourneaux, il fallait 5 millions 1 /2 de tonnes de charbon. La France ne pouvait en fournir (pie la moitié. Le reste de la consommation fut en majeure partie fourni par l'Allemagne. De cette façon l'Allemagne en investissant ses capitaux en France créait un débouché à son industrie du charbon. En même temps, elle entraînait la France sur la voie fatale des préparatifs de guerre (1).

Ces préparatifs de guerre, cet armement du pays avec du matériel de fer prit une expansion très considérable, surtout" dans l'année 1913 qui précéda la guerre.

Ainsi les Aciéries de Michéville reconstruisirent leurs hauts-fourneaux pour élever leur production journalière à 200 tonnes (2).

Les « Forges et Aciéries de la Marine et Homécourt » ajoutèrent 3 hauts fourneaux au 7 déjà existant ; Châtil Ion-Comment ry et Neuve-Maison en ajoutèrent deux ; la « Société de Longwy-Bas », un; la « Société Lorraine Industrielle », un ; les Forges et Aciéries du Nord et de l'Est » , à Valencicnnes, construisirent un troisième haut-fourneau ; les « Usines de l'Espérance » (sous ce nom on reconnaît facilement la Gale JInfJhung) en construisirent deux.

La construction des mines de Caen venait d'être achevée. PontàVendin (4 hauts-fourneaux) devait être achevé en 1915; les mines de Rouen également. Le

(1) 11 ressort de calculs tout à fait récents {Çorriere délia Sera, 21 juin 1915} (pie la consommation journalière d'une année française composée île trois corps d'armée et se servant de canons de 75 mf* (sans compter les pièces de gros et de moyen calibre) se monte à 2.175.000 kilos d'acier, de plomb et d'explosifs. Nous n'exagérons donc pas en parlant de l'industrie métallurgique comme de l'industrie guerrière par excellence.

(2) Nous suivrons dans notie exposé les comptes rendus de la Frankfurter Zeitung.

LUS CAUSES éCQNOllIQUBS UE LA QUKRRI

capital allemand élait si franchement intéressé dans toutes ces entreprises, qu'il ne se donnait même pas Ja peine de se déguiser. « Gule Hoffnung », « Gesellsçkaft von Rouen » écrivait la Frankfurter Zeitung en traitant toutes ces mines « de fiefs allemands. >»

Il est vrai, que le morceau était très alléchant. D'après les appréciations de l'économiste italien Luigi Einaudi les gisements de fer dans la Lorraine française tant où les capitaux allemands étaient tout au intéressés qu'en Normandie, sont les plus riches gisements du monde. (1)

Et il est fort possible que si, en 1871, Bismarck avait eu quelque idée des richesses minérales de la Lorraine, il eût insisté pour obtenir l'annexion de toute cette province au lieu de se contenter d'une annexion partielle. Le fer lorrain contient beaucoup de phosphore et, en ce temps-là, on ne savait pas encore l'utiliser. Ce n'est qu'après la fameuse découverte de la déphosphoraliou du fer, que les mines lorraines et principalement les mines de Briey acquirent une grande imporlance.

La première concession fut donnée en 188-4 et des recherches récentes permettent d'évaluer à 3 milliards de tonnes les gisements de minerai du soussol lorrain. Ceci veut dire tout simplement que ces mines sont les plus riches mines de fer du monde.

En 1890, la production totale du minerai de fer en France n'atteignait que 3,47 millions de tonnes (dont 2,63 millions en Lorraine) contre 8,0^ millions en Allemagne (dont 3,26 dans la partie allemande de la Lorraine). En 1912 la production totale en France avait fait un bond énorme. Elle arrivait à 19, 1 6 millions

de tonnes (dont 17,24 millions en Lorraine, notamment à Briey, Longwy, Nancy). Pendant ce

(1) Dans le Corrièrt delta sera

môme temps la production allemande atteignait 27/2 millions de tonnes (dont 20,08 dans la partie allemande de la Lorraine). Les progrès delà production française étaient donc proportionnellement plus rapides et, en 1913, la production de la Lorraine française arrivait à 19,81 millions de tonnes, s'approchant de très près de la production de la Lorraine allemande, qu'elle devait bientôt dépasser.

Un cinquième des mines lorraines se trouvant dans les mains des capitalistes allemands, l'Allemagne croyait qu'elle pourrait bien digérer le reste. Mais, en môme temps, elle oubliait que le capital n'est pas tout simplement une poule aux œufs d'or, qu'il est un organisateur de la production et qu'en organisant les forces productives d'un autre pays d'après un certain programme, le capital allemand sapait ses propres racines. En fournissant à leur rivale du matériel d'armement, les Allemands ne pouvaient plus s'étonner s'ils la trouvaient prête à la défense au moment où ils procéderaient à l'utilisation de leur propre capital investi dans l'industrie guerrière de l'Allemagne. La pratique devait leur enseigner que les industries guerrières de deux nations sont des choses bien différentes, que l'utilisation des produits de ces industries n'était possible que dans la lutte qui détruit la la production, la guerre qui arrête le mouvement de la vie économique.

La réalité vivante du capital se révolta contre la conception mécanique qui en fait une simple source de rente. Dans la guerre,

comme dans les crises, il apparaît avec évidence, que la question de la consommation n'est pas du tout une question négligeable à côté de celle de la production. Et en voyant se dresser contre eux les bouches à feu des 75, les Allemands, qui s'étaient représenté la guerre comme une simple promenade militaire, devaient convenir qu'en forçant

la production du fer en France, ils n'avaient pas suffisamment prévu sa consommation.

Pourquoi la guerre éclata en 191^1

La préparation matérielle de la nu. •m* avait fortement influencé les esprits. — Tout était prêt pour la guerre en 1913. — En automne 1913 une crise économique de dimensions extraordinaires éclata en Allemagne. — Symptômes de la crise : diminution des importations, augmentation du taux descompte, diminution des émissions, baisse du cours des valeurs, notamment de la rente d'État. — Symptômes dans le domaine social : baisse des prix, augmentation du chômage. — Pourquoi la guerre apparut comme une façon de sortir de cette situation.

Nous touchons de très près à la question pourquoi, dans les circonstances données, la guerre apparut comme nécessaire et inévitable en Allemagne.

Son appareil matériel était trop développé, des capitaux trop considérables étaient intéressés dans sa réalisation pour que toute celte organisation ait pu rester inactive pendant très longtemps encore.

Il est vrai que nous n'avons parlé que du côté purement technique et industriel de la guerre, sans envisager son côté politique, ni la préparation des esprits. Mais il est clair que chaque technique est douée d'une certaine quantité de force motrice. Les capitaux investis dans l'industrie guerrière, les capitaux placés dans les emprunts d'État ont une espèce d'énergie vitale. Ils défendent leur droit d'existence et tâchent de créer un milieu favorable à leur développement. Ils savent influencer l'opinion publique, la presse; ils savent créer la tendance d'esprit, qui

l'avenir

leur est indispensable pour la réalisation de leurs buis matériels. Issue de l'esprit belliqueux du clan des féodaux, la guerre comme industrie se mil à répandre cet esprit dans la nation entière, à façonner l'opinion publique, à l'adapter à ses besoins. L'impérialisme comme doctrine, les tendances belliqueuses n'ont pas fait leur apparition à la façon de Minerve sortant toute armée de la tèlc de Jupiter. Ils étaient une conséquence directe de l'expansion économique de l'Allemagne et cette expansion avait pris, durant ces dernières années, des formes spécialement favorables à la dilVusion de l'esprit guerrier.

Un principe purement mécanique — l'outillage perfectionné de la guerre — avait créé ces formes spécifiques de mégalomanie et de croyance absolue en la technique, qui caractérisaient l'esprit allemand avant la guerre.

L'industrialisation intense de l'Allemagne dans le sens de l'industrie guerrière créa cet état d'esprit curieux, lotit sature de motifs mécaniques et techniques, dont les Allemands firent preuve pendant la guerre.

Longtemps après le commencement de la guerre, un publiciste italien vivant à Berlin et qui connaît très bien la vie allemande, caractérisait de la façon suivante l'état d'esprit allemand : « J'ai remarqué que parmi le nombre infini d'éléments d'intérêt que présente la guerre, l'Allemand préfère instinctivement ceux d'ordre technique à ceux d'ordre moral. Tout ce qui est organisation, calcul, perfection de moyens (2 millions de tonnes de blé, le Kriegsyetreideverein, les 420) occupe une place bien plus importante dans l'intérêt public que l'homme avec sa force intellectuelle et avec l'énergie de son émotion. Le maréchal Hindenburg, une des personnalités les plus marquantes de cette guerre en Allemagne a fini par perdre,

LES CAUSES ÉCONOMIQUES DE LA QUBRRB

sous l'exaltation mystique dont il est constamment l'objet, tous ses traits personnels. Il est devenu quelque chose d'énorme sans nom, quelque chose d'intermédiaire entre une machine à vapeur el un dieu, un maréchal Vorwaetis à 3.000 chevaux-vapeur. »

Il est évident, qu'une conception du monde qui attribue aux hommes les qualité des machines et qu' envisage la lutte entre les peuples du point de vue purement technique, doit avoir de profondes racines matérielles. Et en réalité l'Allemagne avait si bien préparé le côté technique de la guerre qu'il vint un moment où machine montée dut se mettre en mouvement. Ce moment arriva, quand les capitaux investis dans l'industrie guerrière n3 rapportèrent plus de profit, quand il devint évident qu'une guerre

était nécessaire pour consommer les produits de cette industrie. Et ce moment coïncida justement avec la crise économique.

A l'heure actuelle et si longtemps après le commencement de la guerre, ses ressorts ne présentent plus rien de secret et sa préméditation peut être établie. Les révélations sensationnelles de Giolitti au Parlement italien en décembre 1914 ont suffisamment démontré que déjà, durant l'automne 1913, l'Allemagne et l'Autriche étaient prêtes à la guerre et que ce fut seulement le relus courageux de l'Italie de suivre ses alliées dans une guerre offensive qui fit reculer la déclaration de la guerre jusqu'en 1914. Il est donc établi que l'Allemagne et l'Autriche désiraient la guerre en automne 1913. Or, l'automne 1913 était marquée en Allemagne par une crise économique, dont on chercherait vainement la pareille durant toute son histoire.

Cette crise indiquait que l'industrie allemande ne pouvait plus se développer dans la môme direction. Il lui fallait ou bien changer son orientation, c'esl-à-

l'avenir

dire trouver un autre investissement pour ses capitaux ou bien élargir le marché pour les produits de Vindustrie guerrière et pour les emprunts d'Etat, c'est-àdire provoquer une guerre qui consommât les produits de l'industrie guerrière et créât la nécessité d'une production nouvelle. L'Allemagne choisit celte dernière voie et nous trouvons l'explication de son attitude dans des causes politiques purement internes. Dans un pays où l'organisation à moitié féodale et moyennâgeuse de la société, avec suprématie des éléments guerriers, fait considérer la guerre comme un des moyens principaux de consolider l'Etat, le capitalisme indus-

triel reçut l'empreinte de ces tendances guerrières et créa un énorme appareil guerrier.

La responsabilité de la guerre retombe non seulement sur Guillaume et la clique militariste qui l'entourait, mais aussi sur les groupes sociaux dont les . intérêts matériels étaient liés à la guerre, notamment sur les industriels, dont les capitaux étaient investis dans des entreprises de fournitures pour la guerre et sur les financiers qui avaient placé leurs capitaux dans des emprunts d'Etat.

Ce sont justement ces groupes-là qui se trouvèrent menacés par la crise de 1913 et c'est eux, qui de plus €n plus virent leur salut dans la guerre. La crise s'annonçait avec des dimensions tout à fait formidables.

Nous avons déjà exposé, que le moment essentiel d'une crise est donné par la disproportion entre la production et la consommation, par l'impossibilité d'un échange entre ces deux parties du capital. Dès qu'il y a un ralentissement dans l'échange, dès qu'existe l'impossibilité de réaliser une partie des produits de l'industrie d'une économie nationale, les facultés d'achal de la nation baissent. Et puisqu'une nation industrielle comme la nation allemande, qui s'est spécialisée dans la production des moyens de

production, est obligée d'importer des objets de consommation, la baisse de ses facultés d'achat se manifeste en premier lieu par

la diminution de ses importations. En temps normal les importations de l'Allemagne dépassent ses exportations de 'il à370/0. En 1913 la différence entre les importations et les exportations n'atteignait que 9 0/0.

Cette diminution du pourcent d'importation indiquait une diminution de la consommation. Mais celle diminution devient plus évidente encore, si nous voyons dans quel sens ont changé les exportations allemandes. Au lieu d'accroître l'exportation des moyens de production, comme durant les années passées, l'Allemagne se mit à exporter des objets de consommation. L'exportation des produits de l'agriculture s'éleva à 1004 millions de marks, ce qui revient à dire que l'Allemagne a exporté ce quelle importait en temps normal, aggravant ainsi son déficit de consommation. En restreignant sa consommation l'Allemagne parvint à économiser 930 millions de marks, dont une partie servit à augmenter sa réserve d'or.

11 résulte de tous ces faits que la demande sur le marché monétaire avait nettement changé de caractère. La demande des moyens de production avait diminué comme la demande de l'outillage guerrier. Le monde était sursaturé des produits qu'en temps normal lui fournissait l'Allemagne. Il était las de se nourrir de matériaux de guerre; il demandait des produits plus digestifs.

L'unique pays qui avait augmenté son importation de matériaux de guerre était l'Autriche. Sous tous les autres rapports le caractère de son échange rappelait celui de l'échange allemand. Les importations totales avaient décru, ce qui lui permit de réduire son passif commercial de 50G millions à 330.

Tandis que sur l'horizon allemand se dessinaient les symptômes menaçants de la crise qui approchait, la vie économique des autres pays se déroulait de façon habituelle. L'automne de 1913, qui avait mis à nu des ulcérations profondes dans l'organisme productif de l'Allemagne, n'avait aucunement influencé les facultés d'achat de la France, de l'Angleterre et de l'Italie. Les importations de l'Empire Britannique (y compris les colonies) en produits allemands atteignirent la somme de 1 milliard et demi; la France et l'Italie continuèrent a importer sans être obligées de restreindre leur consommation. (1).

Si la baisse des facultés d'achat de l'Allemagne, la diminution de ses importations indiquait un arrêt dans la circulation, l'impossibilité de placer un certain nombre de produits de son industrie, le même phénomène est caractérisé par d'autres symptômes encore sur le marché monétaire. Si la surproduction dans le domaine de l'industrie guerrière se faisait sentir comme une surproduction générale, cette surproduction eut pour conséquence une insuffisance de capital-monnaie. Dès que les marchandises ne peuvent pas être vendues et que la production a besoin d'argent pour son développement, l'unique moyen de l'aidera passer le moment critique, c'est l'argent. La demande augmentée de monnaie qui s'ensuit a pour conséquence immédiate une hausse du taux d'escompte. C'est le premier symptôme de la crise qui approche.

De ce côté, les symptômes qui se firent sentir en 1913 en Allemagne eurent une portée plus grave en-

(1) Die Verringerung des deut&chen Einfuhriiberschuspes und ihre Wirkungen. Frankfurter Zritung, 27 août 1913.

core que ceux de la crise de 1907. Quelques chiffres le montreront :

Taux d escompte officiel Taux d'escompte privé Juin 1907 Juin 1913 Juin [907 Juin l!»13

Paris 3 1/2 4 3 1/8 3 3/4

Londres 4 4 1/2 3 1/2 17 m

Berlin 5 1/2 6 4 3/4 5

Vienne 5 (i 4 0/6 5 1/8

Suisse 4 1/2 5 4 7/16 4 5/8

Il résulte de ce lableou que le Unix d'escompte avait augmenté, même par rapport à l'année de la crise 1907. Mais sa hausse était plus considérable dans les empires centraux (en Allemagne el en Autriche) que partout ailleurs. Ceci prouvait que l'Allemagne, en sa qualité de pays placé à la téte du mouvement capitaliste, souffrait plus (pie Les autres pays de la surproduction capitaliste. En Autriche, celte hausse du taux d'escompte était causer par des circonstances tout à t'ait spéciales. L'Autriche, en 1913, préparait activement la guerre et avait sensiblement augmenté ses importations destinées à la guerre. Pour solder ses achats, il lui fallait de grandes sommes, ce qui fit hausser le taux d'escompte.

On peut opposer au groupe des Empires centraux la France, l'Angleterre et l'Italie. Nous avons déjà dit à propos de l'Angleterre que le capitalisme y avait pris des formes plus stables. Dès que la production s'était cristallisée dans ces formes el avait trou-

vé des débouchés sûrs, les contradictions de son développement avaient acquis un caractère plutôt extensif qu'intensif.

A partir de 1870, quand l'hégémonie industrielle passa aux mains de l'Allemagne, les crises anglaises perdirent leur aspect orageux et violent et ressemblé-

l'avenir

du taux a escompte, la guie uu

380 „„ill,o,„ d« ,»<,..» »» . „„„„„_

millions, 250 mimons. . M |a moilié des

dans l'industrie, ce qui leprê» ntail

3Vr: r le e -s les émissions eoiTespondan.es de de 1912 Les ' 36 millions restants, soit 70 *• M ii-, -aient été placés dans des emptnts d'ÉUt. On voit bien par là dans quel sens s o

sommes au'ssi considérables ce qui n'^t P»us éU le cas dennis de nombreuses années. Sur les 376 millions de marks ainsi placés, l'Autriche avait reçu loO mil-

narallISnVJl diminution des émissions se des inait une baisse considérable des Z a Uni ne trouvait point de possibilité de real.-sa- Z ev n t comme un poids mort dans l'écono-

LES CAUSES ÉCONOMIQUES 1>K LA QUI KM

mie nationale cl perdait une partie de sa force vivifiante.

L'Etat ayant accaparé une grande partie des ressources nationales pour la préparation de la guerre, n'utilisait point ces ressources. La guerre seule, en créant, la nécessité de nouveaux emprunts et d'un nouvel essor de l'industrie guerrière, pouvait aider l'économie nationale à surmonter ce point mort. En temps de paix, le capital ayant des buts essentiellement guerriers s'atrophiait, perdait toute raison d'être. De là une baisse vettigineuse du cours des valeurs et surtout de la rente d'Etal.

Le cours moyen avait baissé de 99,31 à 98,01. Les Index Numbers de la Bourse de Berlin qui se rapportent à la moitié des valeurs négociées à cette bourse montrent (pic la totalité des pertes s'élevait à 2 milliards de marks (1).

Des 88,5 milliards de valeurs cotées à la Bourse de Berlin, 59,5 milliards, c'est-à-dire 68 o/o étaient placés dans des emprunts d'État. Or, le cours de la rente d'Étal avait baissé avec une rapidité bien plus grande que celui des autres valeurs. La crise menaçait donc, dans une bien plus forte mesure, les finances d'Étal que l'industrie privée.

Tous ces symptômes, hausse du taux d'escompte, diminution des émissions, baisse du cours des valeurs caractérisaient la gène du marché monétaire et indi quaient une insuffisance de capitaux. Ils marquaient la fin de la voie que jusqu'ici avait suivie le capital dans son activité productive.

Mais en même temps apparurent d'autres symptômes de cette fin d'une période économique. Ceux-ci portaient sur la consommation. Les prix qui, durant

(1) Die Kunverluste im ! en Semester 1913. Franhftirter Zeituny, 9 juillet 1913.

ta période do 1908 à 1913, s'étaient maintenus à une très grande hauteur, se mirent à baisser. Cette baisse des prix était l'indice d'une surproduction générale.

Si dans une branche quelconque de l'industrie, par exemple dans l'industrie guerrière, il existe un excès de production qui ne peut pas trouver de placement, le prix des produits de cette industrie diminue. Par conséquent les facultés d'achat des producteurs de celle industrie diminuent également et en même temps diminue La demande payante d'autres marchandises 11 en résulte une baisse générale des prix, qui n'est que l'expression de la dimunition des facultés d'achat du marché.

Les bas prix ne sont jamais un symptôme de bienêtre Quand le marché marque de bas prix, c'est une preuve que les facultés d'achat de toutes les classes ont baissé. Los capitalistes ne disposent pas de la plénitude de leurs facultés d'achat, puisque le cours des valeurs a baissé, puisqu'il y a une diminution d'émissions et une augmentation du taux d escompte.

La faculté d'achat des ouvriers baisse, puisque ,hHis te capital diminué, la part du capital variable tient une place plus petite encore qu'en temps normal. Le mouvement régressif des prix commence en 1912. Les Index Numbers de Y Economiste prenant comme point de départ les prix de 44 objets de consommation de 1901 à 1905, constatent que le point maximum de la courbe des prix se rapporte à l'année 1912. Lu mars 1912, les prix maximum étaient de 127 o/o; ils baissent à 125 et puis à 122 au mois de juillet 1913.

Les bulletins des bourses allemandes commencent à marquer une baisse sensible des prix au mois de juillet 1913. Cette baisse

va du haut en bas de l'échelle de la production, depuis les métaux jusqu'aux objets ■de consommation (coton, café, etc. . .).

LUS CAU8B8 ÉCONOMIQUES DE LK i.lXRRE

Il est donc clair que la conjoncture industrielle joue un rôle bien plus important Mans la formation des prix, que les conditions naturelles de la production. C'est ainsi que la récolle abondante du colon en 101 "2 n'avait pas pu provoquer une baisse de prix, tandis que la récolle bien moins favorable de [913 n'avait pas pu empêcher la baisse. Nous pouvons faire la même constatation pour le café. Malgré que le stock de café fût en diminution sur l'année 191*2, malgré que la floraison fût précoce, ce qui faisait craindre une récolte moins abondante, les prix du café avaient baissé d'un tiers.

Mais cette baisse des prix n'eut pas les conséquences sociales auxquelles on aurait pu s'attendre. Elle n'améliorait en aucune façon la situation de la classe ouvrière, qui, durant la période précédente, avait souffert de la hausse des prix. Fendant que les prix des objets de première nécessité avaient augmenté en Allemagne de 28 0/0 de 1900 à 1911, le prix du travail avait augmenté dans une mesure bien plus faible {\), comme le montrent les quelques chiffres suivants :

Maçons qualifiés de 0,1 à 5,8 0/0

— ordinaires 6,8 0/0

Mécaniciens qualifiés de 3 à 5,9 0/0

— ordinaires de 1,3 à 9 0/0

Imprimeurs de 1,6 à 10,5 0/0

Nous voyons donc que môme dans la période d'ascension les facultés d'acliat des ouvriers ne se trouvent pas en proportion avec la hausse des prix. On pouvait croire que la baisse des prix apporterait

(1) Albert Aftalion. — le salaire réel et sa nouvelle orientation. (Revue d'Economie politique, 1912, tome XXVI,.)

Gustav Schmuller. — Neuere Arbeilen uber Geldveraenderung and neuere Pretssteigeruny. (Schmollcrs Jahrbucth, janvier 1913.)

quelque soulagement. Môme si le salaire restait invariable, sa faculté d'achat devait s'accroître avec la baisse des prix. Ceci aurait signifié un accroissement du capital variable. Mais la crise avait produit, d'une autre façon, une diminution du capital variable : elle avait diminué le nombre des ouvriers occupés dans la production. Il est évident que les fabricants qui ne peuvent pas vendre leurs produits et qui souffrent de la baisse des prix tachent de se débarrasser d'un facteur devenu désormais partiellement inutile : les ouvriers. De cette façon, quand la situation industrielle est bonne et que la production absorbe beaucoup de travail humain) la hausse des prix des produits de l'industrie ne permet pas à l'ouvrier d améliorer sensiblement sa situation, tandis que quand la situation change et que les prix baissent, l'ouvrier en ressent des conséquences plus fâcheuses que favorables. Le chômage, la diminution du contingent ouvrier ne permettent pas à l'ouvrier d'utiliser à son profit la baisse des prix. C'est entre ces deux pôles qu'oscille toujours la part de l'ouvrier dans le revenu national. Quand les prix sont hauts, ses facultés d'achat sont

basses, quand les prix sont bas, la quantité totale de la classe ouvrière décroît, ce qui empêche les facultés d'achat de celle classe de parvenir à un niveau plus élevé.

A peine les prix des marchandises avaient- ils baissé, que l'offre de travail s'accrût et que la demande du travail baissa avec un parallélisme effrayant. Voici quelques chiffres qui permettent de comparer l'offre du travail en Allemagne en 1913 et en 1912.

Pour 100 places vacantes, le nombre des ouvriers sans travail était : (1)

(1) « Zur Lage des deutschen Arbeitsmarktes » (Frank/urter Zeitung,)20 juillet 1913.

LES CAUSES BCoNoMIQoK8 I>E LA GU&RRB

Janvier Février Mars Avril Hai Juin

Quelques autres chiffres permettent de marquer L'afflux des ouvriers sans travail dans les centres industriels. (1).

Sur 100 places, le nombre des ouvriers sans travail était : à Kiel, de 362 ; à Nuremberg, de 258 ; à Lïreslau, de 213 ; 5 Dresde, de 202; à Munich, de 162; à Magdebourg, de 1T>6 ; à Berlin, de 132.

Le prix de la main d'oeuvre avait donc baissé en même temps que celui des autres marchandises. Et Y offre de la main d1 œuvre

surpassait l'afflux des ouvriers sans travail des crises précédentes.

Le nombre des ouvriers sans travail était plus grand en 1913 que pendant les crises de 1907 et de

Ainsi aucun trait ne manquait, en 1913, au tableau de la crise et ces traits étaient bien plus accusés que dans les crises précédentes.

Les crises précédentes avaient toujours fini par aboutir, après une destruction assez, violente de richesses accumulées, à une nouvelle orientation de la production. Pouvait-on espérer qu'une nouvelle orientation de la production put aussi résoudre la crise de 1913 en Allemagne ? Si l'on raisonne d'une façon abstraite et objective, une solution de ce genre n'était pas impossible ; mais, dans l'atmosphère industrielle allemande, saturé d'esprit militariste, les conditions subjectives de cette solution faisaient défaut. L'inertie du mouvement suivi jusque là devint une fatalité; la pensée, enfermée depuis un certain tempsdans des cadres fixes, était incapable de les bri-

(i; Vom Arbeilsmai kt. [Frankfurter Zcituny, 4 juillet 1913).

l'aybnir

ser L'industrie en dehors de la guerre, la suprématie allemande en dehors des formes habituelles de l'industrie guerrière semblèrent choses inconcevables. L'idée qu'en dehors de la guerre il n'y avait pas de salut possible pour l'Allemagne s'empara peu à peu de tous les esprits. La guerre, en ouvrant la soupape de sûreté, pouvait donner un débouché à cette masse de travail humain desliné à produire des instruments de destruction. La

guerre, en consommant tes canons, les dreadnought, les fusils, les sous-marins pouvait absorber tout ce qui s'était accumulé et créer la nécessité d'une production nouvelle. La guerre, eji supprimant la surproduction dans un domaine, pouvait supprimer la surproduction générale et rétablir la circulation arrêtée.

Naturellement les tendances guerrières ne s'exprimèrent pas en termes aussi nets, ne se basèrent pas sur des considérations économiques aussi franches. Elles prirent des attitudes plus solennelles et des expressions plus romantiques. On ne parlait pas de débouchés et de production, on parlait de la mission du peuple allemand ; on ne discutait pas la nécessité de consommer les canons allemands, on s'enivrait en proclamant la supériorité de La race germanique. Mais il ne faut pas confondre les belles paroles avec les vrais motifs.

La guerre éclata parce qu'elle était préparée de longue date et que chaque organisation matérielle est clouée d'une certaine force motrice. Quant au moment où elle éclata, il était marqué par la crise. Il est clair que la guerre pouvait éclater un peu plus lôt ou un peu plus tard. Mais ce n'est pas par hasard que l'Allemagne et l'Autriche cherchèrent à faire pression sur l'Italie dans l'automne de 1913, juste au moment de la crise. Ceci nous prouve que le changement dans les conditions économiques projetait son

ombre sur La vie de l'État, qu'il préoccupait les esprits, qu'il leur faisait éprouver des craintes pourl 'avenir et qu'il contribua en dernier lieu à lancer l'Allemagne dans la guerre.

La guerre n'éclata pas en 1913. Elle éclata un an plus lard, en 1914, et de nouveau aux approches de l'automne, quand la crise se fit sentir davantage.

On avait pu renvoyer la guerre d'une année entière. C'est donc que la nécessité absolue, que l'Allemagne invoquait déjà en 1913, n'existait pas.

Nous avons déjà vu que les intérêts généraux de l'économie nationale allemande n'exigeaient point la guerre, que l'Allemagne pouvait vivre en bons termes avec l'Angleterre, et que la France offrait aux capitaux allemands des placements avantageux.

Nous insistons encore une fois sur ce point. En dehors de la classe des féodaux, la guerre n'était favorable qu'aux capitalistes qui avaient placé leurs fonds dans l'industrie guerrière et dans les emprunts d'Etat. Comment se fit-il alors que les intérêts de ces groupes prirent le dessus, qu'ils corrompirent l'opinion publique et qu'ils précipitèrent l'Allemagne dans la guerre ?

Pour répondre à cette question il nous faudrait analyser la vie politique de l'Allemagne, ce qui nous conduirait trop loin. 11 est curieux de noter pourtant ce que dit à ce propos un des meilleurs connaisseurs de la vie allemande, le prince de Bulow, dans son livre, L'Allemagne impérialiste (1) : « Les Allemands n'ont pas d'éducation politique. Il leur manque absolument, ce que j'appellerais le flair, l'instinct politique. Les peuples doués de ce sens politique mettent à un certain moment, même sans y être obligés de façon consciente ou inconsciente, leurs intérêts na-

(1) B. von Blxow. — La Gernwma Impériale, p. 134.

l'avenir

tionaux au-dessus des intérêts particuliers. L'allemand au contraire applique son activité aux choses particulières, il subordonne facilement l'intérêt de la totalité aux intérêts particuliers plus proches, mais plus mesquins en même temps. Goethe a constaté plus d'une fois cette tendance d'esprit allemande, en répétant sa maxime cruelle : Chaque Allemand pris à pari est bon ; ensemble, ils né valent rien du tout ».

Anna-Véra Eisenstadt.

DOCUMENTS

L'Union suisse (les Sociétés de consommation

V Union coopérative suisse vient de tenir son XXVII1 Congrès national, à Schaflbuse, sous la présidence du docteur Lundig.

Les rapports et comptes de l'exercice l'Jlf> forment un volume tte 130 pages grand iu-4° qui, comme d'habitude, est tout à fait intéressant. Suivant en cela la tradition, les détails les plus larges sur le fonctionnement de l'institution sont communiqués aux coopérateurs et, par conséquent, au public. Cette louable et large publicité est très utile, car elle permet de réduire à néant, rien que par la simple lecture de celle vivante et copieuse documentation, les commentaires désobligeants que font chaque année (et même souvent plusieurs fois par an) les adversaires irréductibles de la coopération suisse.

Malgré les épreuves subies par la Suisse à cause de la guerre, et que la coopération a partagées pour une large part, l'année I'-J15 a été bonne pour le mouvement coopératif chez nos amis.

Voici les chiffres publiés par la Coopération de Bâle :

sociétaire

En ce qui concerne particulièrement l'Union suisse, voici Les chiffres communiqués à l'assemblée des délégués:

Compté d'exploitation de la fourniture des marchandises

M fr.

Marchandises en magasin au 1" janvier 3.587.394 2.356.612

Entrée des marchandises 49.938.893 46.503.147

Frais de cette fourniture 1.419.076 1.287.128

Solde au compte d'exploitation del'Union - 724.070 637.078

l'.ur.

Sortie des marchandises 4 52.410.242

Marchandises en magasin au 31 décembre 3.259. 191

fr.

5Ti.669.433 50.783 965

Compte d'exploitation de l'Union

Frais d'administration de la caisse d'assurances Frais de propagande et de renseignements . Solde du compte d'exploitation d'immeubles .

» du bureau de construction .

« du compte des journaux

Achat de mobilier . . . ...

Achat de futaille

Achat de machines et vagons-citernes . . Frais pour l'exposition de Berne ....

Excédent net de l'Union .

fr.

fr.

Abonnez-vous à

l'Humanité

142, rue Montmartre, PARIS

5 centimes

5 centimes

SEUL JOURNAL QUOTlDlL'N

Placé sous le contrôle du Parti Socialiste

Fondateur: Jean JAURÈS

Xa Grise jfilimentaire

Le ProMème de la Viande

Sources et licence

Texte : https://archive.org/details/leregimecommerci00gide. Domaine public ; numérisation mise à disposition par Internet Archive. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.